

Extrait du Site de l'Association Adéquations

<http://www.adequations.org/spip.php?article579>

Préface de l'éditeur, oct. 2005

- Nos Publications - Développement durable - Le "Rapport Brundtland" -

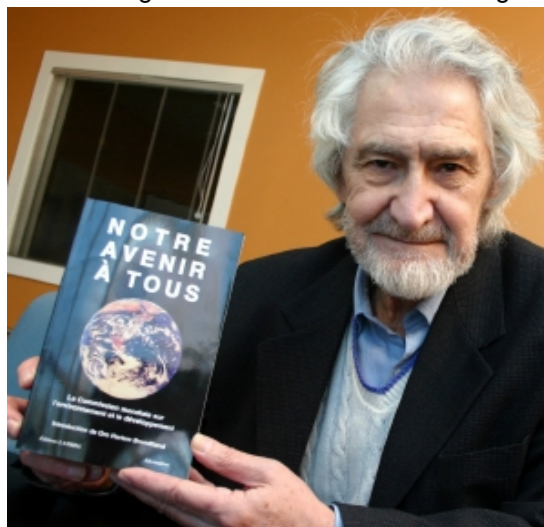


Date de mise en ligne : 2008

Site de l'Association Adéquations

« Notre Avenir à tous affirme que le temps est venu d'unir économie et écologie de sorte que les gouvernements et les peuples du monde assument la responsabilité non seulement des dommages causés à l'environnement, mais aussi des politiques qui causent ces dommages. Quelques-unes de ces politiques mettent en péril la survie même de l'humanité. Elles peuvent être changées. Nous devons agir maintenant. »

C'est à la fois le cri d'alarme et l'appel à l'action que lançait en 1987 la Commission mondiale sur l'environnement et le développement à tous les dirigeants et à toutes les nations de la planète. Présidée par Gro Harlem Brundtland et constituée en un organisme indépendant en 1983 par l'Assemblée générale des Nations unies, la Commission avait reçu le mandat de ré-examiner les grands problèmes planétaires de l'environnement et du développement et de formuler des propositions réalistes pour les résoudre, et d'assurer que le progrès de l'humanité serait maintenu par un développement qui ne mette pas en un danger mortel les ressources des générations à venir.



Publié en 1987 à Oxford University Press sous le titre de *Our Common Future*, et en traduction française aux Editions du Fleuve en 1988 sous le titre de *Notre Avenir A Tous*, le Rapport Brundtland constitue encore aujourd'hui le document de référence essentiel pour l'action et la réflexion dans les domaines du développement et de la protection de l'environnement. Bien qu'il ait inspiré les grands forums et les grands accords internationaux pour lutter contre le réchauffement de la planète, l'affaiblissement critique de la couche d'ozone, ou contre l'extension continue des déserts et la perte de nombreuses espèces animales et végétales, le rapport Brundtland n'est pas encore en 2005 totalement accepté et même compris par de nombreux spécialistes et hommes d'Etat. La réaction négative au diagnostic et aux remèdes proposés par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement aux maux de la planète de la part de certains fonctionnaires, économistes, ou gens d'affaires - qualifiant Mme Brundtland de « marxiste » et son rapport d'inutilement alarmiste, - était symptomatique à la fois de l'incompréhension des spécialistes de l'économie et de la radicale nouveauté des solutions proposées par *Notre avenir à tous*.

La plupart des économistes contemporains sont optimistes quant à l'avenir. La pensée dominante chez les économistes était alors, et l'est toujours aujourd'hui, que la production économique du monde occidental a augmenté régulièrement depuis la révolution industrielle et que cette croissance a été engendrée par l'accumulation continue de « l'actif immobilisé » (les routes, la machinerie, les équipements et les édifices), et par l'amélioration des connaissances, des compétences et des institutions (le système légal, les institutions d'enseignement et les centres de recherches). Ils sont d'avis, avec raison, que la productivité augmente si les connaissances et les compétences peuvent s'accroître par l'éducation, la recherche et le développement. Et ils croient que l'économie mondiale connaîtra, en poursuivant dans cette voie, une croissance qui durera somme toute indéfiniment dans l'avenir.

Certains économistes, cependant, rétorquent que la Terre est finie et que cet optimisme est sans fondement. Ils insistent pour dire que nous utilisons déjà les ressources naturelles à un rythme qui dépasse ce que la biosphère peut supporter sur le long terme. Ils affirment que des politiques doivent être mises en place immédiatement pour arrêter la croissance de l'actuel taux d'utilisation des ressources naturelles.

J'ai mis en « références utiles » à la fin de la présente édition les livres récents de certains auteurs qui participent à ce grand débat : « Ecological Economics : Principles and Applications, de Herman E. Daly and Joshua Farley, chez Island Press, 2004 ; et de Sir Partha Dasgupta, Human Well-Being and the Natural Environment, OUP, 2001. Sir Dasgupta fait partie d'un troisième groupe d'économistes et de penseurs qui, bien que d'accord avec les critiques de Herman E. Daly et ses collègues sur l'optimisme démesuré des économistes du premier groupe, ne le suivent pas quand vient le moment des solutions à apporter aux problèmes pressants du développement, de la lutte contre la pauvreté et de la protection de l'environnement, de l'eau, de la forêt, des espèces animales et végétales qui sont des ressources indispensables pour le développement global et durable de la planète. Dasgupta reproche à Daly de ne pas avoir étudié suffisamment en profondeur les coûts humains de l'arrêt de la croissance dans l'utilisation des ressources naturelles. Ce troisième groupe d'économistes s'attachent à préciser ce que serait un développement qui soit vraiment durable et qui ne mette pas en danger le bien-être des générations à venir et qui permettrait même de l'accroître. Nous sommes ici au coeur du Rapport Brundtland, qui définit le développement durable : un développement qui répond aux besoins de la génération actuelle sans compromettre le bien-être des générations à venir.



Dans l'esprit du Rapport Brundtland, en effet, il n'est pas question d'arrêter le développement, si cela peut même se concevoir ; il s'agit d'arrêter la destruction de l'environnement tout en poursuivant un développement que les écosystèmes peuvent soutenir et qui soit donc ainsi vraiment durable. Pour atteindre ce résultat, affirme Partha Dasgupta, chaque génération devrait laisser à la génération qui la suit au moins autant de richesse per capita qu'elle a reçue de la génération qui la précédait. La richesse, en ce sens, est définie comme la valeur de l'ensemble de la base productive d'une économie, comprenant le capital créé, le capital naturel, les compétences acquises et les institutions mises sur pied. Le développement économique devrait être vu, selon le même auteur, comme une croissance de la richesse per capita et non comme une croissance du produit intérieur brut per capita seulement. Il y a une grande différence entre le PIB et la richesse réelle d'une société. Le PIB inclut des facteurs comme les achats des biens et services, mais n'inclut pas la dépréciation ou la dégradation des écosystèmes. Le PIB per capita peut donc augmenter alors que la richesse per capita diminue. C'est pourquoi le PIB est pour Dasgupta un index du bien-être humain qui est irrémédiablement trompeur. Selon les chiffres récents de la Banque mondiale, l'Afrique subsaharienne a connu durant les 30 dernières années un déclin et de sa richesse per capita et de son PIB per capita, cependant que les populations du sous-continent indien ont connu une croissance du PIB per capita alors que la richesse per capita diminuait. Si la situation est meilleure pour les économies de la Chine et des pays de l'OCDE, où le PIB per capita et la richesse per capita ont augmenté significativement, Dasgupta fait remarquer que le rapport de la Banque mondiale n'indique pas la destruction du capital naturel de ces pays, comme l'eau, le sol, les pêcheries océaniques, les forêts et les milieux humides. La Banque mondiale oublie dans ses estimations la capacité limitée des systèmes naturels à se renouveler suite aux destructions occasionnées par un développement aveugle et inconsideré. C'est pourquoi si on tenait compte de tout cela, on découvrirait, selon Sir Dasgupta, que la croissance a plutôt été négative que positive en Chine et dans les pays les plus riches de la planète.

Quoiqu'il en soit de ce débat que je ne fais qu'effleurer ici, l'optimisme de la pensée économique contemporaine semble donc être sans fondement, du moins sous certains de ses aspects majeurs. L'humanité doit refaire ses institutions et instaurer des politiques qui lui permettra d'atteindre un développement durable. Ni l'optimisme inconscient et la cécité des uns, ni l'appel à l'arrêt du développement des autres. C'est pourquoi le rapport Brundtland est plus que jamais d'actualité. Le lecteur qui voudra approfondir la réflexion pourra consulter les « Références utiles » que j'ai mises à la fin du présent volume. Bien d'autres références devraient y apparaître ; seules

à la fois mes limites et celles de ce déjà volumineux rapport m'ont empêché d'en indiquer davantage.

Lors de la préparation de la première édition à l'hiver et au printemps 1988, j'ai dû avoir recours à une équipe de l'Union québécoise pour la conservation de la nature pour parfaire la traduction française du Rapport Brundtland que j'avais reçue du Center for Our Common Future de Genève. Sans leur travail de bénédictin sur près de deux mois l'édition française du rapport Brundtland n'aurait pu voir le jour. Je voudrais les remercier ici publiquement : Luc Gagnon, Harvey L. Mead, Denis Bergeron, André Delisle, Jean-Pierre Drapeau, Chantale Dubreuil, Daniel Lytvynuk et Jean-François Savard. Je ne peux oublier aussi l'aide enthousiaste du ministre québécois de l'Environnement de l'époque, M. Clifford Lincoln. Ni tous ceux et celles qui ont contribué à faire connaître *Notre Avenir A Tous* dès sa parution en mai 1988. Je désirerais remercier Harvey L. Mead, président de l'UQCN, dans la préparation de cette quatrième édition. Enfin, mes remerciements vont aussi au ministre de l'Environnement du Gouvernement du Québec, Monsieur Thomas Mulcair, pour sa préface et l'enthousiasme qu'il met à promouvoir le développement durable et la protection de l'environnement malgré toutes les contraintes qui sont le lot ordinaire des administrateurs publics.

Une dernière remarque s'impose. Partout dans le livre le lecteur pourra lire l'expression développement soutenable au lieu de développement durable pour traduire « sustainable development ». J'avais posé la question à l'équipe de Genève responsable de la traduction française du Rapport Brundtland : est-ce par développement viable, soutenable, rationnel ou durable, qu'il faut traduire « sustainable development » ? Après une semaine de réflexion on m'informait que le comité d'experts linguistes et de traducteurs avait opté pour l'expression développement soutenable. Mais c'est l'expression développement durable qui a prévalu. Le lecteur est donc prié de faire la substitution chaque fois qu'il rencontrera développement soutenable dans les pages qui suivent. Le lecteur pressé peut [lire avec profit le premier chapitre](#) « Une Terre, un Monde » qui est un survol, un résumé de 28 pages du rapport Brundtland.

Roger Léger, octobre 2005

Post-scriptum :

► A lire également, notre [interview de Roger Léger](#)